

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - Numéro 353 - 31 Janvier 1985 - Prix 1 F 50

POUR SORTIR DE LA CRISE VERS LE SOCIALISME A LA FRANÇAISE

LUTTER, RASSEMBLER, CONSTRUIRE

La 28^{ème} Conférence Fédérale adopte le projet de résolution



Les délégués(e) des Conférences de Sections se retrouvaient samedi et dimanche dans la salle municipale Polyvalente de Montoir où se tenait la 28^{ème} Conférence Fédérale. Hubert BOUYER, maire de Montoir, accueillait les délégués, leur présentait sa ville, ses réalisations... Il évoquait la situation économique dans sa commune, notamment les menaces de licenciements à Gardiloire. Gilles BONTEMPS présentait alors le rapport ouvrant les travaux de la Conférence. Celle-ci préparée par la discussion dans les cellules, puis les Conférences de sections, a connu un large débat alimenté par plus de vingt-cinq interventions et par de nombreuses contributions spontanées.

A l'issue de ses travaux, la Conférence devait éire les organismes de direction de la fédération (voir ci-contre) ainsi que sa délégation au Congrès. Le projet de résolution du 25^{ème} Congrès devait, après discussion et examen de divers amendements, être voté par 118 voix pour, 8 abstentions et 2 contre.

Les conclusions de ses deux journées étaient tiées par Claude POPEREN, membre du Bureau Politique.

GILLES BONTEMPS RÉÉLU SECRÉTAIRE DE LA FÉDÉRATION

33 ans, docker, Gilles BONTEMPS a été Secrétaire fédéral de la Jeunesse Communiste, Conseiller municipal de Saint-Nazaire de 77 à 83. Depuis près de deux ans, il assure la responsabilité de premier Secrétaire de la Fédération.

LE SECRETARIAT FEDERAL

Gilles BONTEMPS, Joël BUSSON, Jean-Yves COUPEL, Joëlle LEHERISSE, Gérard RINCE, Maurice ROCHER.

LE BUREAU FEDERAL

Gilles BONTEMPS, Joël BUSSON, Huguette CHAUVET, Jean-Yves COUPEL, Thierry DIQUELOU, Serge DOUSSIN, Louis DRONVAL, Marcel GUILLE, Marcel LEDUS, Loïc LE GAC, Joëlle LEHERISSE, René MAGRE, Michel MOREAU, Jean-Noël PERREAUDEAU, Gérard RASTEL, Gérard RINCE, Maurice ROCHER, Jacques ROUSSEAU, Jean-René TEILLANT.

LE COMITE FEDERAL

BARON Alain, 48 ans, chaudronnier - BONTEMPS Gilles, 33 ans, docker - BRIZAY Pascal, 21 ans, chômage - BUSSON Joël, 38 ans, tourneur - CHAUVET Huguette, 42 ans, éducatrice - CHEDOTAL Bernard, 37 ans, enseig. secondaire - CONSTANT Claude, 37 ans, technicien PTT - COUPEL J.-Yves, 43 ans, fraiseur - DELAHAIE Hubert, 40 ans, enseignant primaire - DIQUELOU Thierry 31 ans, O.P. - DOUSSIN Serge, 35 ans, ajusteur - DRONVAL Louis, 33 ans, technicien d'étude - FAVREAU Christian, 35 ans, employé PTT - GUEVENEUX Gérard, fraiseur - GUILLE Marcel, 38 ans, soudeur - GUINARD Michel, technicien EDF - GUIRAUD Robert, 56 ans, cadre supérieur PTT - JAQUES Guy, 42 ans, chaudronnier - LALLEMAND Annie, 39 ans, dessinatrice - LAMATABOIS J.-Claude, 42 ans, Officier Marine Marchande - LE DUS Marcel, 46 ans, traceur - LE GAC Loïc, 40 ans, activité sociale et culturelle - LE GUILLOUX Paul, 42 ans, enseig. supérieur - LE HERISSE Joëlle, 42 ans, employée école publique - LE HERISSE Michel, 41 ans, enseig. secondaire - LEROY Mado, 45 ans, employée hôtellerie - MAGRE René, 42 ans, O.P. - MAHE Michel, 39 ans, technicien fabrication - MATELIER Denis, 34 ans O.P. - MOREAU J.-Jacques, 35 ans, employé SNCF - MOREAU Michel, 47 ans, ajusteur - PERREAUDEAU J.-Noël, 49 ans, ajusteur - POMMIER J.-Paul, 41 ans, employé - POPEREN Claude, 54 ans, O.P. - RASTEL Gérard, 42 ans, agent maîtrise - RINCE Gérard, 40 ans, technicien d'étude - ROCHER Maurice, 61 ans, retraite active - ROUSSEAU Jacques, 49 ans, éducateur spécialisé cadre supérieur - SOPHRONIOU J.-Claude, 34 ans, employé PTT - TEILLANT J.-René, 33 ans, ajusteur - TEXIER Guy, 47 ans, chaudronnier - TROADEC Rémy, 41 ans, chaudronnier - TROUIL-LARD Jeanine, 41 ans, employée Fonction Publique - VINCE Yann, 31 ans, employé Fonction Publique.

COMMISSION FEDERALE DE CONTROLE FINANCIER

GOUTY Michel, 36 ans, prof. de gym. - JACOTIN Claudine, 33 ans, agent de bureau Fonction Publique - MARTEL Geneviève, 30 ans - PRODEAU Michel, 55 ans - V.R.P. - TILLARD Philippe, 33 ans, technicien.

LA DÉLÉGATION AU 25^{ème} CONGRÈS

Délégués titulaires : RINCE Gérard.
ROCHER Maurice.

Délégués suppléants

BONTEMPS Gilles.	RICA Michel.
BRIZAY Pascal.	WEBER Catherine.
COUPEL Jean-Yves.	GUINARD Michel.
BERTHAUD Michelle.	LEROY Mado.
DOUSSIN Serge.	RASTEL Gérard.
MAGRE René.	DAUCE Yannick.
POPEREN Claude.	LOISEAU Dominique.
LE HERISSE Joëlle.	
LAMATABOIS Jean-Claude.	
RABALLAND Marylène.	

Les KORRIGANS

8, avenue de la République

ST-NAZAIRE

Tél. 22.44.79

ÇA N'ARRIVE QU'A MOI

L'AUBE ROUGE

LES RUES DE L'ENFER
(Int. - 18 ans)

LA CORDE RAIDE
(Int. - 13 ans)

COTTON CLUB

HORAIRES LES KORRIGANS

Salle 1 : j. v. l. m., 14 h 15 - 20 h 15 - 22 h 15 ; s. d., 14 h 15 - 16 h 15 - 18 h 15 - 20 h 15 - 22 h 15.

Salle 2 : j. v. l. m., 14 h 15 - 20 h 10 - 22 h 25 ; s. d., 13 h 45 - 16 h - 18 h 15 - 20 h 15 - 22 h 30.

Salle 3 : j. v. l. m., 14 h 15 -

UGC APOLLO
7 SALLES • 7 FILMS
REPONDEUR : 20.15.31

TRAIN D'ENFER

RAZORBACK

ÇA N'ARRIVE QU'A MOI

GREMLINS

LE TELEPHONE SONNE TOUJOURS DEUX FOIS

LA CORDE RAIDE (Int. - 13 ans)

LES RIPOUX

UGC APOLLO

PHILIPPE NOIRET THIERRY LHERMITTE

LES RIPOUX

5 NOMINATIONS AUX "CESARS"

20^e SEMAINE • 43 500 ENTREES !

A l'affiche à Nantes

APOLLO

- 14 h 10 - 16 h 10 - 20 h 10 - 22 h 10 (film 25 mn plus tard) + s. 0 h 10 : **TRAIN D'ENFER.**
- 14 h - 16 h - 20 h - 22 h (film 20 mn plus tard) + s. 0 h 05 : **RAZORBACK.**
- 14 h 10 - 16 h 10 - 20 h 10 - 22 h 10 (film 20 mn plus tard) + s. 0 h 10 : **ÇA N'ARRIVE QU'A MOI.**
- 13 h 40 - 16 h 05 - 19 h 30 - 21 h 45 (film 25 mn plus tard) + s. 0 h 05 : **GREMLINS.**
- 14 h - 16 h - 20 h - 22 h (film 20 mn plus tard) + s. 0 h 05 : **LE TELEPHONE SONNE TOUJOURS DEUX FOIS.**
- 13 h 40 - 16 h - 19 h 45 - 22 h 05 (film 20 mn plus tard) + s. 0 h 25 : **LA CORDE RAIDE.**
- 13 h 50 - 16 h 55 - 19 h 55 - 22 h (film 15 mn plus tard) + s. 0 h 05 : **LES RIPOUX.**

COLISEE (14 h - 16 h - 20 h - 22 h)
1 - **KAOS** (V.O.).
2 - **L'ETE PROCHAIN.**
3 - **URGENCE.**

GAUMONT

- 13 h 50 - 15 h 55 - 19 h 55 - 22 h + dim. 18 h : **LA COMPAGNIE DES LOUPS.**
- 13 h 50 - 15 h 55 - 19 h 55 - 22 h + dim. 18 h : **ÇA N'ARRIVE QU'A MOI.**
- 13 h 50 - 15 h 55 - 19 h 55 - 22 h + dim. 18 h : **LES NANAS.**
- 13 h 55 - 16 h 30 - 19 h 25 - 22 h : **COTTON CLUB.**
- 14 h 15 - 16 h 30 - 19 h 45 - 22 h : **PAROLES ET MUSIQUE.**
- 14 h 10 - 16 h 30 - 19 h 40 - 22 h : **L'AUBE ROUGE.**

KATORZA (14 h - 16 h - 20 h - 22 h).
1 - **PALACE.**
2 - **URGENCE.**
3 - **JE VOUS SALUE MARIE.**
4 - **A NOUS LES GARÇONS.**
5 - **AMADEUS** (V.O.).
6 - **PHILADELPHIA EXPERIMENT**

CINEMATOGRAPHE

— Mercredi, samedi, 14 h 30 et 16 h 30 : **LES MALHEURS DE SOPHIE.**
— Tous les jours, 19 h 30 : **GUN CRAZY.**
— Tous les jours 21 h + dim. 16 h 30 - 21 h : **STRANGER THAN PARADISE** (V.O.).

OLYMPIA

— **LES SAINTS INNOCENTS** (14 h - 20 h).
— **SOS FANTOMES (CHOSTBUSTERS)** (16 h - 22 h).



place du commerce

48.29.95

LA COMPAGNIE DES LOUPS
(dolby-stéréo)

ÇA N'ARRIVE QU'A MOI

LES NANAS

COTTON CLUB

PAROLES ET MUSIQUE

L'AUBE ROUGE

SERVICE EN 2 HEURES
POUR VOS DIAPOSITIVES

- Ektachrome
- Fujichrome
- Photo 3 M
- Cilchrome

PHOTO DONALD
9 PLACE DE LA BOURSE
44000 NANTES 48.56.32

Les films de la semaine

● **ÇA N'ARRIVE QU'A MOI.** — Film de Francis Perrin. Avec Francis Perrin, Véronique Genest, Bernard Blier, François Perrot, Christiane Minazzoli, Roland Blanche.

● **RAZORBACK.** — Film de Russel Mulcahy. Avec Gregory Harrison, Arkie Whiteley, Bill Kerr, Chris Haywood, David Argue, Judy Morris.

● **LES NANAS.** — Film de Annick Lanoé. Avec Marie-France Pisier, Macha Méril, Dominique Lavanant, Clémentine Célarlé, Sophie Arthur, Catherine Samie, Marilu Marini.

● **JE VOUS SALUE MARIE.** — Film de Jean-Luc Godard. Avec : Myriem Roussel, Thierry Rodé, Philippe Lacoste, Johan Leysen, Anne Gauthier.

● **GUN CRAZY.** — Film réalisé par Joseph H. Lewis. Avec : Peggy Cummins, John Dall, Berry Kroeger, Morris Carnovsky.

● **URGENCE.** — Film réalisé par Gilles Béhat. Avec : Richard Berry, Fanny Bastien, Bernard-Pierre Donnadiou, Nathalie Courval, Jean-François Balmer.

● **LA COMPAGNIE DES LOUPS.** — Film réalisé par Neil Jordan. Avec : Angela Lansbury, David Warner, Micha Bergese, Sarah Patterson.

● **PALACE.** — Film d'Edouard Molinaro, avec Claude Brasseur, Daniel Auteuil, Gudrun Landgrebe, Jean-Pierre Castaldi, Jean-Michel Dupuis, Leslie Malton.

● **LE TELEPHONE SONNE TOUJOURS DEUX FOIS.** — Film de Jean-Pierre Vergne. Avec : Didier Bourdon, Seymour Brussel, Jean-Claude Brialy, Michel Galabru, Jean Yanne, Darry Cowl, Michel Constantin, Henri Courseaux, Clémentine Célarlé, Monique Tarbès, Stone.

● **LES SAINTS INNOCENTS.** — Film

réalisé par Mario Camus. Avec : Francisco Rabal, Alfredo Landa, Terele Pavez, Belen Ballasteros.

● **LES RUES DE L'ENFER.** — Film réalisé par Danny Steinmann. Avec : Linda Blair, Robert Dryer, John Vernon, Sal Landi.

● **KAOS, CONTES SICILIENS.** — Film réalisé par Paola et Vittorio Taviani. Avec : Margarita Lozano, Orazio Torrisi, Biagio Barone, Laura Mollica, Claudio Bigagli, Massimo Bonetti, Regina Bianchi, Omero Antonutti.

● **LA CORDE RAIDE.** — Film de Richard Tuggle, avec Clint Eastwood, Geneviève Bujold, Dan Hedaya, Alison Eastwood, Jennifer Beck.

● **S.O.S. FANTOMES.** — Film de Ivan Reitman, avec Bill Murray, Dan Aykroyd, Sigourney Weaver, Harold Ramis, Rick Moranis.

● **GREMLINS.** — Film de Joe Dante, avec Zach Galligan, Phoebe Cates, Hoyt Axton, Polly Holliday.

● **COTTON CLUB.** — Film de Francis Ford Coppola. Harlem aux années 20, avec une pléiade de vedettes.

● **PAROLES ET MUSIQUE.** — Film réalisé par Elie Chouraqui. Avec : Catherine Deneuve, Christophe Lambert, Richard Anconina, Jacques Perrin.

● **A NOUS LES GARÇONS.** — Film réalisé par Michel Lang, avec Claire Vernct, Roland Giraud, Amélie Prévost, Henry Guybet.

● **PHILADELPHIA EXPERIMENT.** — Film réalisé par Stewart Raffill. Avec : Michael Pare, Nancy Allen, Bobby Di Cocco.

● **STRANGER THAN PARADISE.** — Film réalisé par Jarmusch. Avec : John Lurie, Richard Edson, Eszter Balint, Cecilia Stark.

APOLLO GAUMONT

ALAIN SARDE — FRANCIS PERRIN

ÇA N'ARRIVE QU'A MOI

FRANCIS PERRIN
VERONIQUE GENEST

FRANÇOIS PERROT ROLAND BLANCHE CHRISTIANE MINAZZOLI
GILLES JACOB DIDIER JACOB PHILIPPE SARDE FRANCIS PERRIN GILLES JACOB

LA 28^e CONFÉRENCE FÉDÉRALE EN CHIFFRES...

131 délégué(es) dont 34 femmes, 42 militants de cellules d'entreprises et 4 d'établissements scolaires, 79 de cellules locales et 8 de rurales.

Moyenne d'âge 38 ans. 71 délégué(es) ont suivi au moins une école du parti. 47 délégué(es) dont 15 femmes travaillent dans le secteur public, 34 dont 10 femmes dans le secteur privé, 15 dont 2 femmes dans le secteur nationalisé.

4 délégué(e)s dont 2 femmes sont au chômage, 3 à la retraite, 2 sont étudiants. Il y avait aussi : un conseiller général, 2 maires, 6 adjoints, 29 conseillers municipaux parmi les délégué(e)s. 38 ouvriers professionnels dont 8 femmes, 5 OS, 13 agents de la Fonction publique, 13 autres employés, 28 ITC, 3 cadres supérieurs, un commerçant, 2 infirmiers, 21 enseignants dont 2 du supérieur, 13 du secondaire, 2 VRP, etc...

ADHÉREZ AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

NOM : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

Bulletin à retourner au siège de la Fédération, 41, rue des Olivettes, 44000 NANTES.

LA TÉLÉPHONIE FRANÇAISE A LA CASSE, elle aussi !

Le savez-vous ?
L'industrie du téléphone licencie !

L'industrie du téléphone est la 5^e industrie déclarée sinistrée par le gouvernement après la navale, l'automobile, la sidérurgie, les charbonnages.

Peu de personnes le savent, c'est pourtant une dure réalité que tous s'accordent à dissimuler.

Le téléphone c'est une industrie de pointe, qui associe l'électronique et l'informatique, qui utilise les technologies les plus avancées.

Ce n'est pas une industrie dépassée, vétuste, sujette à modernisation. Dans notre département, l'usine Thomson CSF Téléphone d'Orvault est frappée de plein fouet !

120 suppressions d'emplois.
Le personnel : 80 % d'ingénieurs, cadres et techniciens de haut niveau, avec une moyenne d'âge de 32 ans, avec les formations appropriées. Pas du personnel dépassé, loin s'en faut.

avec les pays de l'Est ou l'Amérique Latine aux régimes politiques incertains.

Autre conséquence des restructurations de l'industrie des télécoms, l'ouverture du marché national des P.T.T. aux constructeurs étrangers pour environ 20 % du marché.

Quand on sait que ce marché national est en régression et qu'il constitue aujourd'hui l'essentiel des chiffres d'affaires des constructeurs français, il y a de quoi s'inquiéter.

Régression du marché national, par un fait d'importance, le non renouvellement du parc des centraux téléphoniques.

Là où les centraux seront toujours électromécaniques, là où les centraux électroniques ne seront pas mis en service, il n'y aura aucun accès possible aux services nouveaux des télécoms ce qui aura pour conséquence de pénaliser certains industriels.

Modernisation de l'industrie, certes, mais aussi modernisation du réseau. La politique export, quant à elle, est caractérisée par une orientation tout U.S.A., et le calculateur, organe essentiel d'un central téléphonique, sera rénové aux Etats-Unis, donc dépendance supplémentaire.

Interrogeons-nous un instant sur cette rénovation d'un calculateur aux U.S.A.

Le calculateur initial a été conçu par Thomson, en France, Bull, société informatique, suppose aussi des emplois, pourquoi ne pas avoir rénové ce calculateur en France en collaboration franco-française.

Les abandons industriels de

certaines produits tel le MT 35 ont eu pour conséquence la perte de marchés dont la charge était non négligeable.

Une autre dynamique industrielle, commerciale et sociale s'impose. Elle passe par une reprise des prises de commandes à l'exportation, donc par la mise en place d'une politique industrielle cohérente correspondant à tous les marchés, quelle que soit leur dimension. Par une politique sociale différente prenant en compte la satisfaction des besoins des salariés, c'est-à-dire l'accès aux 35 heures sans perte de rémunération, en sachant que la part des salaires dans le chiffre d'affaires a fortement chuté : 51 % en 80, 37 % en 83. Alors ceux qui accusent la part salariale de tous les maux feraient bien de revoir leur jugement.

Contradiction entre une politique de modernisation et une politique de licenciements.

Modernisation, le téléphone est une industrie à la pointe des techniques. Considérations financières !

Le bilan 84 de notre société sera pour le moins équilibré et au moment où Thomson licencie, si certaines dotations et provisions de toutes sortes n'étaient pas gonflées, le personnel serait à la limite de percevoir de l'intéressement.

Gâchis financier aux conséquences industrielles. Jusqu'à la date fatidique du 8 février, date à laquelle Thomson envisage le dépôt de licenciements collectifs, Thomson paie pour que le personnel s'auto-licencie. Il paie très cher !

Cela dépasse aujourd'hui les 15 millions de centimes et atteint, pour la seule usine d'Orvault, près de 1 milliard de centimes.

De quoi former du personnel, de quoi investir pour créer des emplois.

Dernière phase sur laquelle, nous, communistes, devons avoir une attention particulière.

Les phénomènes de dénationalisation pour dénaturer leur image plutôt que de développer certains produits, Thomson entend les confier à des P.M.E. pour les industrialiser et en tirer profit. Cela, avec la complicité de la DATAR.

Une manière de vider de sa substance le contenu des nationalisations.



Alors quand Fabius parle de « modernisation » quel crédit peut-on lui donner ?

Cette politique d'abandons qui frappe l'industrie du téléphone est en totale contradiction avec la politique de modernisation industrielle de la France.

Par cette politique incohérente, la France accentue sa dépendance technologique vis-à-vis des U.S.A., ce qui accentue les difficultés commerciales de notre entreprise, les « embargos technologiques » nous étant imposés par les Etats-Unis, notamment dans le cas de contrats

térisée par une orientation tout U.S.A., et le calculateur, organe essentiel d'un central téléphonique, sera rénové aux Etats-Unis, donc dépendance supplémentaire.

Interrogeons-nous un instant sur cette rénovation d'un calculateur aux U.S.A.

Le calculateur initial a été conçu par Thomson, en France, Bull, société informatique, suppose aussi des emplois, pourquoi ne pas avoir rénové ce calculateur en France en collaboration franco-française.

Les abandons industriels de

GARDILOIRE : Des propositions des élus communistes

Dans un courrier au Ministre E. CRESSON
J.-L. LE CORRE RENOUVELLE
NOS PROPOSITIONS

Madame le Ministre,

Le 6 décembre dernier, vous aviez bien voulu me faire réponse ainsi qu'à mes collègues Maires de Montoir-de-Bretagne et de St-Joachim, à propos de notre demande d'entrevue concernant la Société Gardiloire.

Tout d'abord, je regrette vivement que vous n'avez pas cru devoir accepter une rencontre avec les Maires des communes directement concernées par la situation de l'industrie des engrais et particulièrement pour le devenir de l'usine Gardiloire de Montoir-de-Bretagne.

Par ailleurs, votre lettre du 6 décembre 1984 ne peut en aucun cas répondre à notre attente et à celle des salariés de l'entreprise.

En effet, alors que notre pays continue d'importer 40 pour cent des engrais nécessaires aux besoins de l'agriculture et contrairement à vos affirmations, nous estimons qu'il est possible de maintenir intégralement les effectifs de Gardiloire à Montoir-de-Bretagne. Nous ne pouvons admettre que la seule conclusion de l'accord du 31 décembre 1983 négocié sous la responsabilité de votre Ministère entre la COFAZ et la SOPAG soit la réduction des effectifs.

Lorsque vous assurez que l'usine de Montoir a un lourd handicap du fait d'un effectif trop important, vous apportez votre soutien à la direction de cette société contre l'intérêt des personnels, contre l'intérêt général de cette industrie.

Lorsque vous affirmez que l'un des atouts consiste en l'avantage à proximité d'une unité d'ammoniaque, vous ne pouvez méconnaître que cette production implantée à la Grande Paroisse, ne peut répondre aux besoins de la production d'engrais et qu'il s'agit d'une unité ancienne nécessitant des investissements importants.

Quant à l'unité de fabrication de sac de polyéthylène qu'il serait possible d'implanter sur Montoir - Donges, vous affirmez que le groupe COFAZ dispose d'une unité de fabrication à Ambares. Vous semblez ainsi sous-estimer l'importance des achats de produits de ce type réalisés en Belgique et en Hollan-

de et qui représente une part majoritaire du marché français.

C'est sur ces questions qui, à notre avis, n'ont à aucun moment fait l'objet de négociations avec les représentants du personnel, comme sur le plan social, que nous souhaitons vous rencontrer.

Aussi, notre Conseil Municipal a-t-il approuvé l'initiative de Monsieur le Maire de Montoir de solliciter auprès de Technip une pré-étude pour la réalisation d'une unité de production d'ammoniaque à Montoir et nous pensons qu'il serait urgent dans une première étape que vous acceptiez de provoquer à St-Nazaire une rencontre entre tous les partenaires concernés.

- Port autonome Nantes-St-Nazaire.
- Chambre de Commerce de Nantes et St-Nazaire.
- Chambre d'Agriculture de Loire-Atlantique.
- Région des Pays de Loire.
- Département de Loire-Atlantique.
- Coopératives agricoles des Pays de Loire et de Bretagne.
- Les élus concernés (Montoir-de-Bretagne Trignac-St-Joachim Donges).
- Organisations syndicales CGT CFDT.
- Entreprises ou sociétés (Gardiloire - Grande Paroisse CDF chimie Basse-Indre).
- Union des Maraîchers de Loire-Atlantique.

J'ajoute que pour ce qui concerne l'unité d'ammoniaque, la Société Air Liquide dispose de brevet et qu'elle pourrait être associée aux études et à la réalisation.

Aussi, en souhaitant vivement que cette proposition retienne votre attention, je vous demande, Madame le Ministre, d'intervenir rapidement et ce avant le 21 janvier, auprès de la Société Gardiloire afin que toutes décisions de licenciement soient annulées.

Les propositions que je viens d'émettre sont à mon avis de nature à répondre non seulement aux attentes des personnels mais également à relancer très rapidement l'industrie des engrais en Loire-Atlantique et particulièrement à Montoir-de-Bretagne...

VIVRE LE 25^{ème} CONGRÈS AVEC " L'HUMANITÉ "

Pendant le Congrès, chaque jour vente élargie de l'Humanité

- Servir à tous les communistes et sympathisants qui n'ont pas l'Humanité, notre journal, rendant compte chaque jour du Congrès.
- Prendre les inscriptions dès maintenant et encaisser les 16,00 F (4 jours x 4,00 F).
- Passer commande 48 heures à l'avance les journaux, au dépositaire ou maison de la presse.
- Organiser la prise et la ventilation des journaux pour que chaque lecteur l'ait le plus tôt possible.

Avec l'HUMANITÉ-DIMANCHE, Vente Prospection, les 9 et 10 Février

Au moment où les médias parleront de notre Congrès, les communistes viendront le présenter tel qu'il est avec leur journal et proposer à tout acheteur, de le lui présenter chaque semaine.

VENTE DE MASSE : 1, 2 et 3 Mars

A huit jours du premier tour des cantonales, un nouveau porte à porte massif pour le VOTE COMMUNISTE.

INFORMER LA FEDERATION DES LUNDI DE VOS OBJECTIFS

Souscription pour notre Presse

9^e Liste arrêtée au 28 Janvier 1985

Report de la 8^e liste arrêtée au 14 janvier 1985 : 41 623,10 F

SAINT-NAZAIRE	
Maurice Rocher	200,00 F
SAINT-SEBASTIEN	
Cellule Marcel Paul (Beautour) ..	30,00 F
Cellule A. Chassé (Vertou)	90,00 F
Cellule de Vertou	100,00 F
Cellule Braud (St-Sébastien)	100,00 F
Cellule Casanova (Clisson)	30,00 F
Comité de Section	54,50 F
PAYS DE RETZ	
Section	40,00 F
Cellule Ruaux, de Pornic	100,00 F
REZE	
Mme Carteau	100,00 F

TOTAL 9^e LISTE : 844,50 F 844,50 F

A REPORTER : 42 467,60 F

CONSEIL GÉNÉRAL, LE JEU POLITICIEN...

Si l'on en juge les discours d'ouverture de cette session budgétaire, les débats qui vont suivre devront souffrir de l'approche des élections cantonales.

Le président C.H. de Cosse-Brissac a profité de l'occasion pour monter au créneau et tenter de se refaire une virginité avec la situation économique désastreuse du département.

Le président du groupe socialiste devait, quant à lui, informer l'assemblée de son ralliement à la cause nucléaire en Basse-Loire... Cela ne manque pas de sel quand on connaît l'histoire. C'est tout juste si l'élu socialiste n'a pas laissé

penser qu'il était le père de la Centrale du Carnet... Rire dans la salle...

Le conseiller général communiste devait refuser de rentrer dans ce jeu politicien, faisant remarquer à la majorité de l'assemblée que les mêmes causes produisant les mêmes effets, la politique économique pratiquée aujourd'hui étant res-

tée dans les ornières de la gestion capitaliste d'avant 1981, elle ne peut qu'avoir les mêmes résultats : dégraissage, fermeture d'entreprises, chômage, précarité, pauvreté, etc...

Mais aujourd'hui il y a un « plus » offert par le ministre du Travail : le licenciement des militants C.G.T.

LES CANDIDATS AUX CANTONALES

NANTES 5^e CANTON



Michel MOREAU
Conseiller Général
du 5^e canton

Conseiller municipal
Maire adjoint aux Affaires
Sociales de 77 à 83

NANTES 7^e CANTON



Jocelyne CAILLEAU

Conseiller municipal
de Nantes
Maire-adjoint à la Culture
de 77 à 83

NANTES 1^{er} CANTON



Paul LE GUILLOUX

Conseiller municipal
de Nantes
Adjoint au Maire de 77 à 83
Maître Assistant
en Economie

NANTES 9^e CANTON



Joël BUSSON

Conseiller municipal
Adjoint spécial
de DOULON de 77 à 83

NANTES 3^e CANTON



Catherine CAIVEAU

Conseiller municipal
de 77 à 83
Institutrice en Maternelle

NANTES 11^e CANTON



Henri MOYSAN

Conseiller municipal
de 77 à 83
Chaudronnier licencié
de Creusot-Loire

LE SERNAM EN DANGER

Les Cheminots CGT mettent les élus devant leurs responsabilités

Messieurs,

Notre courrier a pour but de vous faire part de notre très vive inquiétude en ce qui concerne l'avenir du Centre de messagerie « SERNAM » de St-Nazaire.

En effet, à la séance plénière du dernier Comité d'Etablissement SERNAM de Rennes, M. Monot, directeur de la Succursale de Nantes, a annoncé une restructuration du chantier SERNAM de St-Nazaire avec une réduction très importante d'effectifs en 1985.

Il va sans dire que les cheminots et les cheminots du SERNAM de St-Nazaire ne sont en aucun cas responsables de la

politique commerciale menée depuis de nombreuses années et qu'ils n'acceptent pas qu'on les considère comme des pions.

Il vous faut savoir que le plan de transport élaboré en ce qui concerne les colis, n'est pas de nature à satisfaire la clientèle.

Ensuite, à notre avis, une ville comme St-Nazaire, qui compte avec sa périphérie plus de 100 000 habitants, ne peut pas se passer d'un centre de messagerie SERNAM.

Il serait pour le moins inacceptable de déplacer des personnels que l'on a fait venir il y a quelques années, quelques mois pour certains.

Les cheminots et les cheminots y travaillant sont installés à St-Nazaire ou dans la région. Pour certains d'entre eux, l'investissement immobilier est lourd de sacrifices, sans compter les perturbations qui s'en suivraient pour leurs enfants en changeant une fois de plus

d'établissement scolaire. Vous le constaterez vous-même, la corporation cheminote est déjà trop contrainte à des déplacements successifs.

D'autre part, des sommes très importantes ont été investies récemment pour la rénovation des locaux.

Pour toutes ces raisons, nous disons qu'il n'est pas sérieux de remettre en cause le centre SERNAM de St-Nazaire.

Avec la C.G.T., les cheminots et les cheminots du SERNAM sont déterminés à lutter pour maintenir à St-Nazaire toutes les activités du centre SERNAM, le bassin nazairien étant déjà trop durement touché par le chômage.

Pour que soit stoppé le désert économique nazairien, nous vous demandons d'intervenir auprès de M. Monot, directeur de la Succursale SERNAM de Nantes, afin que ce dernier révise sa position illusoire.

Les A.F.O. au Conseil Municipal de St-Nazaire

Nous publions ci-dessous l'intervention
de J. PERRAUDEAU, Adjoint au Maire

Les travailleurs des A.F.O. sont déjà venus au Conseil municipal du 29 juin 1984. Non seulement depuis rien n'a été réglé, mais au contraire, la situation s'est empirée.

J'ai repris mes notes de cette époque. Le responsable de l'opposition, ici, M. Etienne Garnier, déclarait, sûr de lui : « Je suis en mesure de dire qu'une solution est déjà trouvée au niveau des A.F.O... et que bien entendu, des conversations auront lieu, comme il a été indiqué, sur le plan social, notamment au niveau des réductions d'effectifs, comme sur des problèmes plus graves... ».

« Bravo, M. Garnier, pour vos dons de double vue ! Et merci encore pour ce résultat ! Les travailleurs apprécieront ! »

Il faut tout de même vous rendre cet hommage, M. Garnier ; j'ai vu dans la presse que vous faisiez une proposition concrète pour St-Nazaire. Vous ne faites pas de la dentelle ! vous proposez, purement et simplement, de sacrifier d'autres sites.

Lorsque vous êtes à Marseille, c'est peut-être St-Nazaire que vous voulez sacrifier. C'est ce que vous appelez sans doute les solidarités nationales.

J'ai remarqué dans votre intervention, tout à l'heure, que vous rendiez les travailleurs responsables de la situation, avec les « charges salariales ». Demandez-leur donc leurs bulletins de paie et vous verrez s'ils sont payés trop cher !...

Pour ma part, je pourrais reprendre, sans y changer une virgule, l'intervention que j'avais faite au nom des élus communistes, le 29 juin 1984.

Je disais que si le plan de réduction des effectifs de cette époque était appliqué, nous atteindrions le seuil critique de mise en cause de l'outil de travail. Je reprenais les propositions industrielles du Parti communiste français sur la construction et la réparation navales et la filière maritimes.

Le groupe communiste apportait son soutien aux travailleurs des A.F.O. et les invitait à poursuivre leur lutte. Nous ne changeons pas d'attitude aujourd'hui. Et nous leur renouvelons notre soutien.

Dans la presse, M. le Maire, vous dites que les communistes entretiennent la confusion entre nationalisation et étatisation, et vous dites, parlant des socialistes : « Nous ne sommes pas de ceux qui pensent que les ministres doivent se substituer aux dirigeants industriels et financiers ».

Or, dans votre allocution du Nouvel An, vous déclarez exactement le contraire. Je cite : « ... L'avenir de ces grandes entreprises c'est l'Etat et le gouvernement qui l'ont entre leurs mains... »

Ce que j'observe, c'est que malgré la loi de décentralisation, nous possédons un gouvernement, on ne peut plus centralisateur. Et je donne des exemples :

Je ne reviendrai pas sur la loi Savary votée au Parlement qui est passée à la trappe sur décision d'un seul homme, le Président de la République, sans même en avertir le ministre de l'Enseignement. Pour en revenir seulement à quelques questions industrielles, des exemples :

— M. Hanon, P.D.G. de Renault, a pris connaissance, par la presse, alors qu'il était aux Etats-Unis, que le Président de la République venait de le destituer.

— Pour les A.F.O., M. Fabius fait bien pression sur le P.D.G. M. Etchegaray, pour qu'il démissionne, et ce dernier donne l'impression de s'accrocher aux branches.

— Nos collègues, ici présents, Etienne Garnier pour l'opposition, et Olivier Richard pour le P.S., ont bien été pressentis par Matignon pour prendre la relève.

J'y vois là une confusion politique de la part du Premier ministre que je n'imaginai pas. Après tout, M. Fabius n'en voit-il pas, lui, de confusion ? C'est un sujet qui mérite réflexion.

— Enfin, le dernier plan de casse des A.F.O. est l'œuvre pleine et entière du gouvernement. Je n'invente rien !

Alors, dire ici, calmement, sereinement, n'est pas semer la confusion, c'est, à mon sens, apporter des éléments d'information à chacun pour sa propre réflexion.

Dans la revue « Saint-Nazaire Magazine » qui vient de paraître, vous vous étonnez, M. le Maire, que « les dégradations des secteurs traditionnels soient si soudaines et si rapides... ».

Aussi dire que ce soit la réalité, il ne faut pas être surpris. Il y a un certain temps déjà que ces dégradations sont programmées et commencées d'être mises en chantier.

Un jour, c'est au nom du pétrole...

Un autre jour, c'est au nom de la concurrence...

Une autre fois, c'est au nom des mutations technologiques ou de la modernité.

Mais en réalité, tous ces faux-semblants servent à enfoncer encore plus le pays dans la crise et à faire fructifier le mieux possible les affaires du grand patronat sur le dos des travailleurs et sur celui du pays.

Alors nous, nous appelons les travailleurs et la population à lutter sur des solutions anti-crisis.

Un premier succès est à mettre à l'actif des travailleurs avec la non signature sur la « flexibilité ».

Pour notre part, nous avons fait signer à St-Nazaire plus de 5 000 personnes sur des propositions sociales et économiques.

Ces propositions, nous irons les porter à M. Fabius pour lui expliquer comment nous voyons les choses.

La lutte doit se poursuivre et s'amplifier, voilà comment les élus communistes voient la suite à donner pour l'avenir.

J. PERRAUDEAU.

Communiqué de l'U. F. F.

L'Union des Femmes Françaises de Saint-Nazaire vient de s'adresser au préfet et sous-préfet pour leur demander que tout soit mis en œuvre pour répondre à la détresse de certaines de personnes, par cet hiver rigoureux.

Sur Saint-Nazaire, d'information E.D.F. plus de 150 familles se trouvent actuellement sans gaz, ni électricité, sans chauffage.

L'Union des Femmes Françaises demande que : le temps de l'hiver, ces familles néces-

iteuses puissent au moins ne pas mourir de froid, que le nécessaire soit fait auprès des administrations en ce sens.

L'U.F.F. à cette occasion renouvelle ses propositions : blocage des prix, suppression de la T.V.A. sur certains produits (fruits, légumes, produits laitiers, combustibles etc...)

Dans une lettre adressée à M. Fabius, l'U.F.F. nationale réitère sa demande déjà formulée auprès du Ministère de la Solidarité nationale, de l'attribution d'une prime exceptionnelle pour les enfants allocataires.